

Déclaration liminaire de la CGT – CSFPE du 31 mars

Monsieur le Ministre,

La CGT vous a entendu affirmer que les rémunérations des agents publics seraient une priorité. Vous avez reconnu la nécessité de rendre la fonction publique plus attractive, en soulignant – à juste titre – que « beaucoup trop de fonctionnaires sont mal payés ». Mais entre les déclarations et la réalité des politiques menées, il y a un fossé dont on mesure la profondeur.

Le budget 2025 a pénalisé fortement les agents publics. Il acte une nouvelle étape dans la dégradation de leurs conditions de travail et de vie :

- **Le gel du point d'indice**, déjà insupportable après plus d'une décennie de stagnation, est maintenu en dépit de l'inflation.
- **La baisse de l'indemnisation des congés maladie ordinaires de 100 % à 90 %**, mesure injuste, qui revient à **punir les personnels malades** en rognant sur leurs droits fondamentaux.
- **Le maintien du jour de carence**, toujours aussi injuste, participe de cette même logique punitive.
- **La suppression de la GIPA**, qui permettait une compensation –seulement partielle – des pertes de pouvoir d'achat liées au gel de carrière.

Ces mesures sont inacceptables envers celles et ceux qui font vivre au quotidien nos écoles, nos hôpitaux, nos administrations.

Vous affirmez vouloir agir sur les bas salaires. La CGT partage cette exigence, mais elle refuse que cela se fasse au détriment d'une approche globale. La solution, c'est la hausse générale du point d'indice, à hauteur de +10 % immédiatement, avec indexation automatique sur l'inflation, et une refonte complète des grilles. Ce sont les seules garanties d'une revalorisation juste, durable et collective.

Les filières à prédominance féminine, concentrées dans les bas salaires, doivent faire l'objet de revalorisations spécifiques. Il est temps de reconnaître la valeur des métiers du soin, de l'éducation, du secrétariat et du travail social, encore trop souvent relégués au bas de l'échelle salariale.

Le gouvernement ne peut pas prétendre « manquer de marges de manœuvre » tout en préservant les cadeaux fiscaux aux plus riches. La CGT refuse que les besoins fondamentaux – salaires, santé, logement, éducation – soient sacrifiés au nom de « l'économie de guerre ». Les services publics et les personnels qui les composent, qui œuvrent quotidiennement avec un investissement irréprochable malgré un manque de moyens matériels et humains, malgré des politiques publiques au rabais et malgré l'absence de considération et de valorisation, ne peuvent être de nouveau l'objet d'attaques sur leurs droits à retraite ni victimes de sacrifices budgétaires.

Monsieur le Ministre, vous avez dit que « la porte n'est pas fermée ». Pour les agents, la question est simple : quand viendront les réponses concrètes ? Et surtout : à quelle hauteur ? Car ce que nous attendons aujourd'hui, ce ne sont plus des promesses, mais des actes forts, des revalorisations immédiates et des engagements chiffrés. En attendant, la CGT avec d'autres organisations syndicales appelle les personnels à se mobiliser le 3 avril.